



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Val-d'Oise

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Appel d'offre

Articles L. 2324-1 et R 2124-2 du Code de la commande publique

Marché de prestation de services

ACCORD-CADRE A BON DE COMMANDE

Objet de la consultation

Prestations de mise à disposition et location de contenants, collectes, tri et traitements de déchets sur divers sites de la CPAM du Val-d'Oise.

Marché n° 2025-009

Pouvoir adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise

Immeuble les Marjoberts - 2, rue des Chauffours

95017 Cergy-Pontoise Cedex

DATE ET HEURE DE CLOTURE DE CANDIDATURES : 15 Octobre 2025 A 17 :30

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES - OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	4
1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
3. DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
4. ALLOTISSEMENT	4
5. PROCEDURE	5
6. MODALITES DE LA CONSULTATION	5
6..1. Délai d'exécution et durée du Marché.....	5
6..2. Obligation du titulaire	5
6..3. Clause de continuité de service	5
6..4. Prolongation transitoire du service, au terme du marché	6
6..5. Tenue des réunions de cadrage et de bilan	6
6..6. Documents contractuels du marché.....	6
CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS FINANCIERES.....	7
7. REMUNERATION DUE PAR L'ORGANISME.....	7
7..1. Le prix	7
7..2. Contenu des prix, objets des prestations du présent marché	7
7..3. Variation du prix	8
7..4. Dispositions particulières relatives à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). 8	
7..5. Clause butoir et de sauvegarde	9
7..6. Clause de rendez-vous.....	9
8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	9
8..1. Avances	9
8..2. Modalités de règlement	10
8..3. Emission des factures	11
8..4. Délais de Règlement des factures et intérêts moratoires	12
8..5. Retenue de garantie	12
CHAPITRE 3 – CLAUSES DE REEXAMEN ET CAS DE SOUS-TRAITANCE	13
9. DISPOSITIONS DIVERSES	13
9..1. Clauses de réexamen	13
9..2. Sous-traitance	13
9..3. Constatation de l'exécution des prestations.....	14
CHAPITRE 4 – PENALITES ET RESILIATION	15

10.	PENALITES.....	15
10.1.	Généralités.....	15
10.2.	Détail des différentes pénalités.....	15
10.3.	Cumul des pénalités.....	18
10.4.	Exécution aux frais et risques du Titulaire	18
10.5.	La force majeure.....	18
11.	RESILIATION	18
CHAPITRE 5 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE		20
12.	CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	20
12.1.	Clause sociale	20
12.2.	Clause environnementale.....	20
13.	CERTIFICATS.....	21
14.	RESPONSABILITES ET ASSURANCES	22
15.	CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL	23
16.	DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD	23
CHAPITRE 6 – VOIES DE RECOURS ET JURIDICTIONS COMPETENTES.....		25
17.	VOIES DE RECOURS	25
17.1.	Recours en lien avec la procédure de publicité et de mise en concurrence	25
17.2.	Règlement des litiges liés à l'exécution du contrat	25
CHAPITRE 7 – DEROGATIONS		26
18.	DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	26

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES - OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1. DISPOSITIONS GENERALES

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (dit CPAM) du Val-d'Oise est un Organisme de droit privé chargé de la gestion d'un service public.

Cet Organisme a pour mission d'assurer le service des prestations correspondant aux risques maladie, maternité, invalidité, décès, accidents du travail, maladies professionnelles et de conduire une politique d'action sanitaire et sociale sur tout le domaine départemental.

Au 01 Janvier 2025, la CPAM du Val-d'Oise comptait 1010 salariés dans ses effectifs répartis entre le siège social situé à Cergy, les divers pôles de gestion des prestations, l'atelier de production des cartes vitale et les agences d'accueil, présents sur l'ensemble du département du Val-d'Oise.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

L'objet de la présente consultation se rapporte à l'exécution de prestations :

- Mise à disposition / Location et entretien de collecteurs de déchet.
- La collecte, le transport des différents déchets.
- Le tri et le traitement des divers déchets référencés au point 4. du présent CCAP.

3. DESIGNATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les prestations, objet de la présente consultation sont conclues entre :

- D'une part la Caisse primaire d'Assurance Maladie du Val-d'Oise (CPAM 95 sis au 02 Rue des Chauffours, Immeuble Les Marjoberts - 95 017 Cergy-Pontoise), dit « l'Organisme » représentée par Madame la Directrice générale de la CPAM du Val-d'Oise ; et la Comptable assignataire des paiements de la CPAM 95 en sa qualité de Directrice financière et juridique,
- et d'autre part la ou les sociétés retenues à l'issue de cette consultation, pour chacun des lots, dénommée « le titulaire ».

4. ALLOTISSEMENT

Cette consultation comporte 04 lots.

Numéro de Lot	Prestations	Sites concernés
Lot 01	DIB/bio déchets/plastiques et canettes/verre	Marjoberts ; Galien
Lot 02	D3E (déchets électroménagers et autres de la même famille	Marjoberts ; Galien ; Beloise
Lot 03	Papiers/cartons/polystyrène/palettes en bois	Marjoberts; Galien ; Beloise
Lot 04	Déchets dangereux (fonds de bidons d'huile, bidons de gel hydro alcoolique, bouteilles de gaz, batteries diverses, bidons de colle et aérosols)	Marjoberts; Ateliers généraux; Beloise

5. PROCEDURE

La consultation est passée sous la forme d'un appel d'offre ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2324-1 et R 2124-2 du Code de la commande publique.

6. MODALITES DE LA CONSULTATION

6.1. Délai d'exécution et durée du Marché

Le marché issu de la présente consultation est conclu pour une durée initiale d'un (1) an, à compter de sa date de notification. Il est ensuite reconductible pour des périodes d'un (1) an, par tacite reconduction sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La CPAM a la faculté de mettre fin au marché à la fin de chaque échéance annuelle, moyennant un préavis écrit de trois (3) mois avant cette échéance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

Dans l'hypothèse où les accords-cadres issus de ce marché ne seraient pas reconduits, les bons de commandes ou demande d'intervention émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Le Titulaire n'a pas la faculté de refuser la reconduction.

6.2. Obligation du titulaire

Pendant toute la durée du marché, le titulaire ou le mandataire est seul responsable à l'égard des tiers, des conséquences des actes du personnel d'enlèvement et/ou de traitement et de l'usage du matériel. Il garantit à l'Organisme l'absence de recours et renonce lui-même à tout recours contre l'Organisme.

Par ailleurs, le titulaire contracte à ses frais aux assurances nécessaires pour protéger de toute indemnité à laquelle s'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

Le titulaire est également tenu de se prêter aux visites de contrôle de l'entretien du matériel et aux relevés des installations de pesage lorsqu'elles lui appartiennent. A cet effet, il donnera accès dans ses ateliers et magasins, aux représentant de l'Organisme en cas de besoin de contrôle.

L'Organisme admet que le titulaire puisse sous-traiter à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées, à la condition expresse que celui-ci conserve pour lui-même l'entière responsabilité du service et qu'il y ait été expressément autorisé par l'Organisme. Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire et son sous-traitant sont tenus au respect de l'ensemble des dispositions prévues à l'article 9.2 du présent CCAP.

6.3. Clause de continuité de service

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, le titulaire ou le mandataire doit aviser l'Organisme dans les délais les plus courts, et prendre en accord avec l'Organisme, les mesures de continuité de service nécessaires.

En cas de grève, le titulaire ou le mandataire doit aviser l'Organisme dès le dépôt du préavis de grève par ses salariés (soit au minimum trois jours avant la journée de grève), et prendre en accord avec

l'Organisme les mesures nécessaires. Il sera également tenu de contacter l'Organisme dès le début de la grève, afin de présenter les solutions palliatives mises en œuvres.

6.4. Prolongation transitoire du service, au terme du marché

L'Organisme pourrait appliquer une clause de « continuité de service » si, au terme desdits accords-cadres, aucun prestataire n'est désigné pour assurer la suite des prestations ou que la mise en service de ces prestations par un nouveau prestataire n'est pas encore effective. Le titulaire sera alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions, pour une durée qui ne saurait, en tout état de cause, excéder trois (3) mois, sur simple demande émanant de l'Organisme.

De même, afin de permettre le transfert des prestations à un éventuel nouveau prestataire, et sans qu'il y ait rupture de service, l'Organisme pourra également, par simple ordre de service notifier au titulaire la date précise de fin des prestations dont la poursuite a été notifiée, sans excéder la durée mentionnée ci-dessus, et sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité à ce titre autre que le paiement des prestations exécutées sur la période prolongée.

6.5. Tenue des réunions de cadrage et de bilan

Le titulaire du marché est informé de son obligation à participer aux réunions de démarrage de marché, et réunions de suivi d'exécution ou de bilan de marché qui seront planifiées par l'Organisme, au fur et à mesure des besoins. Ainsi, dès la notification du marché, la date de la réunion de démarrage sera communiquée au titulaire. De même, en cas de besoin par l'Organisme, des réunions semestrielles de suivi d'exécutions du marché peuvent être convoquées, et ce, pendant toute la durée du marché.

6.6. Documents contractuels du marché

Chaque lot compris dans ce marché est régit par un accord cadre constitué des documents contractuels ci-dessous, listés par ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement et son annexe.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes 1 et 2.
- Le Cahier des Clauses administratives Générales (CCAG), applicables aux marchés de fournitures courantes et services du 30 Mars 2021.
- L'offre technique du titulaire.
- L'Acte contractuel de confidentialité.
- Le Règlement Général sur la Protection des Données de l'Organisme.

CHAPITRE 2 – DISPOSITIONS FINANCIERES

7. REMUNERATION DUE PAR L'ORGANISME

7..1. Le prix

Les présents accords-cadres sont :

- A prix forfaitaires essentiellement pour les prestations s'exécutant en continu ; à savoir la mise à disposition des contenants, la location permanente de ces derniers, et la collecte continue, le traitement et la revalorisation des déchets ;
- A prix unitaires pour les prestations effectuées à la demande (comme la mise en place de contenants supplémentaires, collecte ponctuelle et traitement et revalorisation à la demande).

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur lors du mois concerné par la date arrêtée comme date limite de remise des offres. Ils s'entendent tout frais inclus et s'expriment en euros HT et TTC, à deux décimales.

7..2. Contenu des prix, objets des prestations du présent marché

Les soumissionnaires détailleront les prix initiaux des accords-cadres dans l'annexe financière prévue à cet effet.

Les prix couvrent l'ensemble des fournitures et des prestations nécessaires à la réalisation des objectifs techniques détaillés dans les CCTP.

Ils sont réputés inclure :

- La mise en place des matériels en début d'accord-cadre et leur retrait en fin d'accord-cadre ;
- Les équipements généraux et les moyens techniques mis à disposition par le titulaire ;
- La fourniture des matériels et produits nécessaires à l'exécution des prestations (sacs biodégradables...) ;
- Les frais d'entretien (maintenance et nettoyage, désinfection) des contenants, matériels et des abords immédiats ;
- Les coûts de main d'œuvre des personnels exécutants et d'encadrement (les salaires et les charges sociales) ;
- Les coûts de transport et de manutention ;
- Les frais se rapportant aux moyens utilisés en véhicules de liaison et d'intervention ;
- Le coût de la gestion et la coordination des activités en relation avec les autorités concernées, y compris le suivi administratif ;
- Les différents documents accompagnants les déchets (exemple : documents d'accompagnement commercial pour les bio déchets...) ;
- Les frais généraux et marges, occasionnés par l'exécution des prestations ;
- Les coûts de traitement des déchets et/ou stockage éventuel en centre agréé ;
- Les caractérisations des déchets.
- Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au marquage, s'il y a lieu ;
- Les coûts de mises aux normes environnementales ;
- Les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.
- Les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Enfin, les prix sont réputés correspondre à l'ensemble des sujétions techniques inhérentes aux dispositions exposées dans le cahier des clauses techniques particulières ou les autres pièces du dossier de consultation des entreprises.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant par exemple à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur (aucune somme supplémentaire ne pourra être demandée à l'Organisme). Le marché sera conclu pour les montants H.T. et T.T.C. figurant dans l'annexe financière.

Dans l'hypothèse où l'Organisme souhaiterait ajouter ou supprimer des sites ou prestations, elle demandera un devis / chiffrage du coût des prestations au Titulaire. Un bon de commande rectificatif formalisera ensuite la modification convenue.

A l'inverse, le Titulaire ne peut obtenir un supplément de prix au motif que les quantités réellement livrées ou exécutées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues (sauf ajout d'un site ou d'une prestation supplémentaire au marché par avenant, ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées).

Pour rappel ce marché est conclu à obligation de résultat. Dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

7..3. Variation du prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de dépôt de l'offre, appelé « mois zéro ».

Ils sont fermes pour la mise à disposition et location des contenants sur la durée totale des accords-cadres.

Ils sont révisables annuellement pour la collecte, le traitement des déchets (hors Taxe Générale sur les Activités Polluantes TGAP) et les recettes issues de la revalorisation dans les conditions ci-dessous.

Les prix révisables le sont à la date anniversaire du marché en plus ou en moins, de plein droit et sans aucune formalité ou demande par application de la formule suivante :

$$P = (0,15 + 0,85 \text{ net/net0})$$

Dans laquelle :

- Net 0 = même indice, valeur au mois zéro, mois précédant celui fixé pour la remise des offres.
- Net = M0 = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux - Prix de marché –
Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764301, valeur de cet indice à la date de révision ;

En cas d'arrêt de l'indice de révision des prix, le nouvel identifiant donné en remplacement par l'INSEE s'applique systématiquement sans qu'il soit nécessaire de recourir à la rédaction d'un acte modificatif ou d'un certificat administratif.

7..4. Dispositions particulières relatives à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP)

Les montants de la TGAP sont ceux applicables à chaque revalorisation de cette taxe par les services de l'Etat. Ainsi donc, le montant de la TGAP peut évoluer en cours d'exécution des marchés en fonction de la législation et de la réglementation en vigueur.

Cette revalorisation n'entraîne pas d'acte de l'Organisme. Toutefois le titulaire doit lui tenir informé des changements des montants de la TGAP.

Cette information et/ou arrêté ou tout autre justificatif, doit être envoyée par mail, dès connaissance de ce changement, à l'adresse suivante :

marche_public.cpam-val-d-oise@assurance-maladie.fr

Dès réception du nouveau montant de la TGAP, l'Organisme transmettra les éléments au service exécutant pour prise en compte.

✚ Il est à noter que la modification éventuelle du site de traitement devra être justifiée et approuvée par l'Organisme et pourrait faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire veillera en ce sens à produire ce barème lors de chacune de ses parutions afin de justifier une éventuelle modification.

7.5. Clause butoir et de sauvegarde

Par dérogation aux articles 29 à 32 du CCAG-FCS, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans pénalité, ni indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de révision du prix lorsque celle-ci conduit à une augmentation de plus de 5% par an par rapport au prix inscrit dans les annexes financières lors de la remise de l'offre.

Dans le cas où le taux d'augmentation de 5% est atteint en cours de marché, aucune nouvelle révision de prix ne pourra être accordée. Cette vérification du taux d'augmentation des prix initiaux au cours du marché sera faite à chaque demande de révision tout au long de la durée totale du marché.

7.6. Clause de rendez-vous

En cas de forte fluctuation des prix justifiant des mesures exceptionnelles, puis dans le cas d'un retour aux prix initiaux du marché (notamment concernant le prix du carburant), les parties conviennent d'échanger et d'acter une révision des prix à des conditions économiques plus favorables.

Le Titulaire s'engage à avertir le pouvoir adjudicateur en cas de diminution des prix, voire de retour à la normale des conditions financières initiales d'un prix de marché fortement dégradé.

8. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

8.1. Avances

8.1.1 Pour les titulaires du marché

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique, une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique (cf. Acte d'Engagement). Cette avance sera accordée par l'Organisme sur simple demande ; sauf renonciation expresse du Titulaire.

Conformément à l'article R.2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 10% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément à l'article R.2191-6 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R.2193-21 du code de la commande publique.

8.1.2 Pour les Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R.2191-7 et R.2193-18 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de :

- 20 % pour les PME ;
- 5% pour les autres opérateurs économiques.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R.2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions de l'article R.2193-18 du code de la commande publique sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

8.1.3 Complément d'information

Aucune avance supérieure à 20% pour les PME et à 5% pour les autres entreprises, n'est prévue pour le présent marché.

8.2. Modalités de règlement

Les factures seront établies à chaque fin de mois.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix forfaitaires, indiqués en Annexe financière (DPGF), ainsi que la déduction éventuelle de pénalités appliquée sur le mois en cause.

8.3. Emission des factures

L'Organisme se libérera des sommes dues par virement du montant de la facture sur le compte postal ou bancaire du Titulaire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les factures seront établies en double exemplaire dont un original.

Les factures devront impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- le numéro SIRET ;
- la désignation en clair des prestations concernées ;
- la quantité ;
- le prix unitaire HT exprimé en euro ;
- le montant total HT exprimé en euro ;
- le taux de TVA en vigueur à la date de la livraison ;
- le montant total TTC à régler, exprimé en euro.

Le Titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Conformément à l'article L.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique, la facture établie par le Titulaire sera adressée à la CPAM du Val-d'Oise de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le Titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'Organisme en tant que destinataire de la facture : 323 391 367 00030 ;
- le code service : 421-CPAMsacm ;
- le numéro de marché tel qu'il figure sur l'Acte d'Engagement.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter : le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/> afin d'obtenir l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Dans un souci de clôture budgétaire, les candidats sont informés qu'aucune facturation ne pourra être prise en compte entre le 15 et le 31 décembre.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire, tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue. Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au candidat afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « Prorata temporis » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation. Le Titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités imposées ou toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le Titulaire.

8.4. Délais de Règlement des factures et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L.2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le Titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires.

Au regard de l'article R.3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R.3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 10 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

8.5. Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

CHAPITRE 3 – CLAUSES DE REEXAMEN ET CAS DE SOUS-TRAITANCE

9. DISPOSITIONS DIVERSES

9.1. Clauses de réexamen

Conformément à l'article R 2194-1 du code de la commande publique, le marché - et notamment l'Annexe financière -, pourra être modifié.

Une augmentation du volume des prestations aura lieu dans les cas suivants :

- Ajout de sites ;
- Augmentation conséquente du volume à transporter.

Toutefois, ces modifications sont limitées à 10% d'augmentation du montant des prestations inscrites à l'Annexe financière.

De plus, l'Organisme se réserve le droit de modifier l'importance de la prestation en fonction des évolutions de son organisation, de supprimer ou de rajouter de nouveaux sites ou encore, d'effectuer des transferts vers un nouveau site.

Toute modification du périmètre de la prestation (notamment le nombre de sites à collecter et à approvisionner, les horaires, les quantités...) fera l'objet d'un bon de commande rectificatif.

9.2. Sous-traitance

9.2.1 Acceptation des sous-traitants

En vertu des dispositions des articles L.2193-2 et L.2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'Organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne notamment : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

Le manquement à l'information de la sous-traitance par le Titulaire, avant l'exécution du marché ou en cours d'exécution, conduisant à une sous-traitance occulte, pourra entraîner, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché pour faute du Titulaire.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

9.2.2 Paiement des sous-traitants

Le pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale ou supérieure à 600 € TTC.

Conformément à l'article R.2193-11 du code de la commande publique, le(s) sous-traitant(s) adresse(nt) la demande de paiement au Titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R.2193-12 du code de la commande publique, pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au pouvoir adjudicateur.

Passé ce délai de quinze (15) jours, le Titulaire du marché est réputé avoir accepté la demande de paiement du sous-traitant, conformément à l'article R.2193-13 du code de la commande publique.

Les dispositions des articles R.2193-14 à R.2193-16 du code de la commande publique s'appliquent.

9.3. Constatation de l'exécution des prestations

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat dans la réalisation des prestations.

Pour rappel, il s'agit d'un marché avec obligation de résultats. Par conséquent, si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

Pour s'assurer de la bonne exécution des prestations par le Titulaire et que celles-ci correspondent au niveau de qualité attendue par l'Organisme, ce dernier effectue des contrôles de qualité.

L'appréciation de la qualité des prestations fournies par le Titulaire repose selon les prestations, à la fois sur une vérification quantitative et ou qualitative conformément au Chapitre 5 du CCAG-FCS 2021, sur la durée totale du marché.

CHAPITRE 4 – PENALITES ET RESILIATION

10. PENALITES

10..1. Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S, les pénalités sont applicables de plein droit et immédiatement dès le premier (1er) euro (€), sans mise en demeure préalable et sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des services non effectués.

En effet, les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation uniquement du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du présent marché aux frais et risques du Titulaire selon les dispositions de l'article 11 du CCAP.

Les pénalités sont toutes cumulables entre elles.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire peut être redevable sont déduites des factures émises dans le cadre de l'exécution du marché.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

10..2. Détail des différentes pénalités

10.2.1 Pénalités administratives

Dans les cas où :

- le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation ou celle de ses sous-traitants déclarés en fournissant les attestations et certificats de régularité sociale et fiscale, l'Organisme pourrait appliquer des pénalités d'un montant égal à 10 % du montant annuel HT de la redevance ou rompre le contrat, sans indemnités, aux torts du titulaire ;
- le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de produire, pour lui et ses sous-traitants déclarés, une attestation d'assurance annuelle, l'Organisme pourrait résilier le marché pour faute du titulaire ;
- le titulaire ne respecte pas, après un premier rappel, l'une des obligations relatives à l'identification du personnel chargé de l'exécution des prestations, l'Organisme appliquera une pénalité financière de 100 € HT pour chaque manquement.

10.2.2 Pénalités pour absence à la réunion annuelle

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS en cas d'absence de participation du Titulaire à la réunion annuelle de bilan des prestations du marché, convoquées par l'Organisme, une pénalité de 200 € HT sera appliquée sur la prochaine facture.

10.2.3 Pénalités pour absence de Plan de Continuité d'Activité (PCA) à la date de démarrage du marché et/ou obsolescence du PCA au cours de la durée du marché

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS en cas d'absence de présentation d'un Plan de continuité d'activité (PCA), à la date de démarrage du marché, une pénalité de 150 € HT par jour calendaire de retard pourrait être appliquée sur la prochaine facture.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS la même pénalité sera appliquée à défaut d'une mise à jour, à minima annuelle, du PCA de chaque Titulaire de lot. Le PCA à jour devra être présenté à chaque réunion annuelle.

Ces pénalités sont cumulatives et elles seront déduites de la facture du Titulaire dans le respect des règles du cumul définies à l'article 10.3 du présent CCAP.

10.2.4 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels de livraison de fourniture et/ou de collecte prévus au CCTP, quelle que soit la nature de l'empêchement, l'Organisme pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité :

- de cent (100) euros HT par site et par heure de retard entamée, pour les collectes ;
- de cent (150) euros HT par site et par jour de retard entamé à partir de la date du manquement, pour les fournitures.

Les pénalités sont cumulatives.

La pénalité peut s'appliquer dès qu'est constaté un retard non imputable à la CPAM du Val-d'Oise, et sauf cas de force majeure.

Elle se calcule selon la formule suivante : $P = V \times R$

P = montant de la pénalité

V = 100 € HT ou 150 € HT selon le motif de retard en cause

R = nombre total d'heures de retard entamées / nombre total de jour de retard.

Le Titulaire sera exonéré dans la limite de trois (3) retards par mois, pour tous les sites objets du présent marché, de pénalités de retard :

- sur la collecte pour tout retard inférieur à soixante (60) minutes par rapport aux horaires convenus entre l'Organisme et le Titulaire,
- sur la livraison pour tout retard inférieur à 24 heures (1 jour) par rapport à la date convenue entre l'Organisme et le Titulaire,

Ces pénalités sont cumulatives et elles seront déduites de la facture mensuelle du Titulaire dans le respect des règles du cumul, définies à l'article 10.3 du présent CCAP.

10.2.5 Pénalités pour absence de livraison ou de collecte, ou livraison ou collecte incomplète

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS en cas d'absence de livraison d'une fourniture ou de collecte selon le rythme défini, et aux horaires convenus entre l'Organisme et le Titulaire, quelle que soit la nature de l'empêchement, l'Organisme pourrait appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de cents (100) euros HT pour chaque site ayant fait l'objet de l'absence de livraison ou de collecte.

Ces pénalités sont cumulatives et elles seront déduites de la facture du Titulaire dans le respect des règles du cumul définies à l'article 10.3 du présent CCAP.

10.2.6 Absence de transmission complète des données de suivi

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas d'absence de transmission dans des délais raisonnables (dans les 15 jours maximums de la demande de la CPAM) des données de suivi des véhicules ou marchandises, pour un contrôle aléatoire ou planifié, le Titulaire se verra infligé une pénalité de cent cinquante (150) € HT à chaque nouvelle demande de la CPAM non répondue ou répondue hors délai.

10.2.7 Fonctionnement dégradé

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, dans l'hypothèse où à titre exceptionnel, le Titulaire ne peut exécuter les prestations conformément à ses obligations contractuelles et se trouve dans l'obligation de mettre en place un mode de fonctionnement dégradé (dont l'origine n'est pas imputable à l'Organisme) impactant l'organisation de la CPAM du Val-d'Oise, le Titulaire doit en informer préalablement la CPAM par mail, et pourra être redevable d'une pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour ouvré de fonctionnement dégradé, si la durée du service dégradé est supérieure à 5 jours ouvrés.

10.2.8 Autre manquement grave ou répété

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS en cas de manquement grave et répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, autre que ceux listés ci-dessus, la CPAM peut lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 € HT par manquement constaté.

Exemples (liste non exhaustive) :

- Mauvaise manutention répétée des contenants (chute d'un bac, Ordures délaissées sur la voie publique etc...) ;
- Plusieurs retards à l'enlèvement ou à la livraison de fourniture sans prévenir (supérieur à 2 heures au-delà de la plage horaires d'accès fixée au CCAP) ;
- Interlocuteur opérationnel du Titulaire dédié à la CPAM du Val-d'Oise injoignable durant plus de 24 heures d'affilée en cas d'incident/anomalie constaté ;
- Non réponse dans un délai de 15 jours aux observations formulées par la CPAM du Val-d'Oise dans une fiche de non-conformité ou un constat d'anomalie ;
- Perte ou altération d'un moyen d'accès à un site (badge, clef...) ;
- Mauvais comportement des agents sur un site etc ...

Ces pénalités sont cumulatives et elles seront déduites de la facture du Titulaire dans le respect des règles du cumul définies à l'article 10.3 du présent CCAP.

10..3. Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus sont cumulatives.

Elles sont plafonnées à 20 % maximum du montant total mensuel des prestations.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra pas excéder 25% du montant total annuel des prestations.

Au-delà de trois mois de prestations pénalisées, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché, conformément à l'article 11 du CCAP.

10..4. Exécution aux frais et risques du Titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de défaillance répétée du Titulaire, dûment constatée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'Organisme se réserve la possibilité :

- d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés.
- par ailleurs, l'Organisme se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

10..5. La force majeure

Dérogation à l'article 13 3.1 du CCAGFCS

Le délai imparti au titulaire pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution est fixé à 7 jours à compter de la survenance des causes de la force majeure.

L'existence de la force majeure doit être démontrée par le Titulaire par le biais notamment de décisions venant d'une autorité administrative.

Le titulaire motive sa demande en exposant l'impact de l'événement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Aucune indemnisation n'est versée au Titulaire en cas d'annulation d'une commande par l'Organisme.

11. RESILIATION

L'Organisme peut, si le Titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Outre ces cas de résiliation, l'Organisme se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- Déménagement de certains de ses sites ;
- Augmentation des prix détaillés au présent marché supérieure à 5% par an (en application de la clause butoir et de la clause de sauvegarde prévues à l'article 7.5 du présent CCAP) ;
- A compter de la troisième prestation défaillante – livraison non-exécutée, exécutée partiellement, retard supérieur à une heure pour les enlèvements et 1 jour pour les livraisons -

(consécutive ou non), l'Organisme peut résilier le marché sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception et ce, avec un préavis de huit (15) jours.

- Au-delà de 3 mois de prestations pénalisées, l'Organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 10.3 du présent CCAP, relatif au cumul de pénalités) ;
- Disparition de la prestation du fait de l'évolution des missions de l'Organisme ;
- Modification ou évolution à la hausse ou à la baisse des activités / missions de la CPAM du Val-d'Oise ayant un impact sur l'objet du marché ;
- Adhésion de l'Organisme à un marché régional ou national sur le même segment d'achat. En cas d'adhésion à un marché régional ou national, la résiliation ne donnera droit à aucune indemnité au profit du Titulaire. L'Organisme respectera un préavis de trois mois formulé via courrier avec accusé de réception.

CHAPITRE 5 – DEVOIRS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

12..1. Clause sociale

Dans la mesure du possible, le titulaire pratiquera une politique d'insertion par l'activité économique en employant autant que possible :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à France Travail depuis plus de 12 mois),
- Les bénéficiaires du RSA, de l'ASS, ou de l'AAH,
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification ou sortis du système scolaire,
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés,
- Les personnes suivies dans un parcours d'insertion (SIAE, PLIE, missions locales etc...).

Ces solutions de recrutement seront à privilégier par exemple en cas de remplacement de tout emploi vacant (suite à un départ volontaire etc) ; ou à l'occasion de toute commande de prestation hors forfait.

Pour y arriver, le titulaire peut rechercher des solutions pertinentes :

- dans le cas de SIAE, en consultant le site www.socialement-responsable.org;
- pour les entreprises adaptées en consultant le site : <http://www.handeco.org/> et www.unea.fr ;
- pour l'embauche de personnes en parcours d'insertion et dans tous les cas de figure auprès des « facilitateurs » (gestionnaires de clause sociales) situés dans les maisons de l'emploi, les PLIE ou certaines collectivités (voir le site de l'association AVE : www.ville-emploi.asso.fr).

A défaut, les services publics : Pôle emploi, la « mission insertion » du conseil général de chaque département, etc.... peuvent également être consultés.

Par ailleurs, le titulaire adoptera une attitude de valorisation de sa masse salariale, par le biais de politiques internes RSE (**Responsabilité Sociétale des Entreprises**) intégrant des éléments liés à la **QVT (Qualité de Vie au Travail)**, afin de favoriser le bien-être général de son personnel. Enfin, il évitera la discrimination, et pratiquera l'égalité des chances.

12..2. Clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-FCS, des obligations environnementales du Titulaire sont requises dans l'exécution du marché, retrouvées au CCAP.

Lesdites obligations se retrouvent dans les moyens d'exécution attachés au Marché.

12.2.1 Respect de la réglementation

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Organisme.

12.2.2 Limitation des impacts

Le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le Titulaire mettra tout en œuvre pour limiter ses impacts sur l'environnement. Il veillera notamment à la limitation et au traitement des déchets et des rejets pendant le marché.

Le Titulaire veillera à limiter ses impacts sur l'environnement liés à ses déplacements dans le cadre des prestations du marché.

De plus, le Titulaire, en cas de sous-traitance, doit s'assurer du respect par son sous-traitant du respect de ces obligations environnementales.

12.2.3 Suivi spécifique

Dans le cadre de la responsabilité de l'entreprise dans l'exécution des prestations au regard de la performance énergétique, le Titulaire sera chargé de remettre chaque année à la CPAM un rapport mesurant son empreinte carbone dans le cadre de la réalisation des prestations.

Ce rapport doit être adressé par mail à la CPAM au moins 15 jours avant la réunion annuelle de bilan. Il porte sur l'année civile passée.

Le calcul de l'empreinte carbone annuelle des prestations doit être établi à partir d'un outil officiellement reconnu (exemple : ADEME). En outre et conformément à la réglementation en vigueur, les entreprises françaises de plus de 500 employés (et plus de 250 personnes en outre-mer) doivent respecter leur obligation de publication de leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (ou BEGES) sur le site de l'ADEME.

13. CERTIFICATS

En application de l'article L.8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date de notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'Organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- 1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :
 - a. Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 143.15 émanant de l'Organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois ;
 - b. Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a. ou au b. du 2° datant de moins de six (6) mois ;

- 2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois (3) mois;
 - b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou, au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
 - c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- 3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.
- 4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'Organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au service Achats/Marchés par voie électronique à l'adresse suivante :

marche_public.cpam-val-d-oise@assurance-maladie.fr

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 11 du présent CCAP.

14. RESPONSABILITES ET ASSURANCES

La responsabilité civile du Titulaire est engagée lors de l'exécution des prestations du présent marché.

Les franchises sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et couvrant, notamment, tous les risques inhérents

à l'exercice de son activité ainsi que ceux résultant des agissements de son personnel, que ce soit à l'encontre des personnes ou à celle des biens.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels.

La franchise est à la charge du Titulaire.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire devra justifier à l'appui de son offre de la souscription aux assurances nécessaires.

L'Organisme se réserve le droit de demander au Titulaire de produire, à tout instant un justificatif qui devra être fourni sous 72 heures à compter de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Organisme de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Le Titulaire est tenu d'informer l'Organisme de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

15. CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'Organisme un acte contractuel de confidentialité joint aux autres documents formant le Dossier de Consultation d'Entreprise de ce marché.

16. DISPOSITIONS RELATIVES AU RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées.

Ils permettent de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE)

2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires et/ou sous-traitants.

A cette fin, est annexée en pièce particulière le document intitulé RGPD devant être co-signé et observé par le Titulaire.

CHAPITRE 6 – VOIES DE RECOURS ET JURIDICTIONS COMPETENTES

17. VOIES DE RECOURS

17.1. Recours en lien avec la procédure de publicité et de mise en concurrence

Tout soumissionnaire qui s'estime lésé par un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence peut saisir le juge du Tribunal Judiciaire.

17.2. Règlement des litiges liés à l'exécution du contrat

17.2.1 Règlement à l'amiable

En cas de litige portant sur la nature des prestations, l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties contractantes s'engageront à privilégier le règlement amiable.

En cas de reconnaissance contradictoire du dommage, le titulaire s'engagera à remédier, dans les plus brefs délais au règlement des désordres constatés.

17.2.2 Arbitrage

En cas d'échec du règlement amiable, il sera possible de recourir dans un premier temps à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du code de procédure civile.

17.2.3 Juridiction compétente

Dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu au règlement du litige, ce dernier peut être porté devant le Tribunal judiciaire - Cité judiciaire - 3 rue Victor Hugo - BP 50220, 95 302 CERGY PONTOISE CEDEX dans les conditions prévues aux articles 144-1, 144-2 et 144-3 du nouveau Code de procédure civile.

CHAPITRE 7 – DEROGATIONS

18. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

OBJET	ARTICLE DU MARCHE	ARTICLE DU CCAG AUQUEL IL EST DEROGE
Variation du prix	7.3	10.2.2
Augmentation de prix de plus de 5%, clauses butoir et de sauvegarde	7.5	29 à 32
Pénalités	10.1 et suivants	14, 14.1 et suivants
Force majeure	10.5	13.3.1
Assurance	14	9

Dressé en un seul exemplaire original, par la personne représentant le pouvoir adjudicateur
A Cergy, le 16 Juin 2025

La Directrice Générale

Edwige RIVOIRE